

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Philippe TREMBLAY

Dossier n° N° RG 19/01261

N° Portalis DBYB-W-B7D-MJKH

Minute n° : 19/00366

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 30 septembre 2019 à 9h55

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet d'Indre-et-Loire le 4 janvier 2019 à l'encontre de X se disant [REDACTED]

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par M. LE PREFET DE L'HERAULT le 29 Août 2019 à l'encontre de :



notifiée à l'intéressé le 29 Août 2019 à 14h40 ;

Vu l'ordonnance rendue le 2 septembre 2019 par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours, confirmée par la cour d'Appel de Montpellier le 4 septembre 2019 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 28 Septembre 2019 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 28 Septembre 2019 à 14h02 tendant à la prolongation de la rétention de [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

en présence de Monsieur Mohamed TRISSIA interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. X se disant [REDACTED], présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu est entendu en ses observations au soutien de ses conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

M. X se disant [REDACTED] **déclare** : je souhaite que j'obtienne une chance pour pouvoir sortir car je ne veux pas rester au CRA. J'ai été agressé là-bas plusieurs fois. Physiquement et moralement je n'en peux plus.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L552-7 alinéa 1er du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que, quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

L'article L554-1 du même code dispose qu'un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

L'avocate de l'intéressé indique que des délais anormalement longs ont été apportés aux échanges sans aucune justification.

Il ressort, en effet, de la procédure que la préfecture a demandé au centre de rétention administrative une photo et les empreintes de cet intéressé le jeudi 29 août à 15 heures 22, que ce centre a transmis ces éléments en réponse le lundi 2 septembre à 17 heures 04, que la préfecture les a elle-même transmis au ministère le jeudi 5 septembre à 10 heures 16, que la préfecture relance le ministère le jeudi 26 septembre à 13 heures 50, enfin que le ministère a répondu le jour même à 16 heures 26 que le dossier a été transmis aux autorités consulaires marocaines le 12 septembre précédent.

Aucun élément ne permet de justifier ces délais anormalement longs, notamment le délai compris entre la réception par la préfecture des éléments transmis par le centre le jeudi 29 août à 15 heures 22 et la retransmission de ces mêmes éléments par la préfecture au ministère le lundi 2 septembre à 17 heures 04.

Compte tenu de l'absence de toute plus-value apportée par la préfecture aux éléments transmis par le centre, il n'est pas compréhensible en l'état que cette retransmission n'ait pas eu lieu le jour même ou à tout le moins le lendemain.

Ce délai anormalement fait grief à cet intéressé puisqu'il demeure en rétention pendant ce temps.
Il convient, par conséquent, de rejeter la requête en prolongation de la rétention administrative.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant** [redacted] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS M. X se disant [redacted] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 30 septembre 2019 à 10 h 34.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention,

Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 30 septembre 2019 :

L'intéressé,

L'interprète,

L'avocat du retenu,

Le représentant du préfet,

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 30 septembre 2019 à 10 h 43 ,

Le greffier,

Nous, **JCTIXIG**,
Le procureur de la République,

, déclarons **ne pas** interjeter appel de la présente décision,

Constatons que le 30 septembre 2019 à 10 h 46 , le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,

Adeline BALESTIE
AVOCATE
1280 Avenue des Platanes
Future Building 1
34970 LATTES



Conclusions devant le Juge des libertés et de la détention

POUR M. [redacted] né le 17/12/2002 à Alger, de nationalité algérienne, demeurant au CRA de SETE

CONTRE PREFET DE L HERAULT

1 – Sur le défaut de diligences en violation de l'article L 554-1 du CESEDA

Il s'agit d'une 2^{de} prolongation. Des documents ont été envoyés le 29/08/2019, mais des délais anormalement longs ont été apportés aux échanges sans aucunes justifications : retour à la DGEF au 5/09/2019 mais envoi du dossier complet de la DGEF au Maroc que le 12/09/2019.

Pour autant il n'y a aucune réponse ou perspective.

De plus il n'y a pas eu de formulaire de saisine de la mission de la TASK FORCE LPC CIS – annexe 2 visé au PV de coopération consulaire du 11/06/2018.

PAR CES MOTIFS

Rejeter la demande de prolongation

Ordonner la remise en liberté de [redacted]

Fait à Montpellier le 30/09/2019
Adeline BALESTIE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal stroke.